

trône d'hier portait sur l'engagement ferme de «protéger les intérêts de la communauté agricole canadienne en butte aux pratiques déloyales de fixation des prix et de subventionnement qui ont cours au-delà de nos frontières.»

Le sénateur Steuart: Ce sont là de belles paroles, mais ce sont les résultats qui m'intéressent.

Le sénateur Barootes: Je sais que les modalités, l'étendue et la nature de ce soutien ne peuvent pas être précisés avant que les récoltes soient terminées et que les gouvernements provinciaux aient été consultés, mais l'engagement net qui a été pris est irrévocable.

Le sénateur Steuart: Vous parlez bien, mais j'attends de voir les beaux discours se changer en action.

Le sénateur Barootes: L'ouest du Canada tout entier peut compter sur l'aide fédérale. Je veux que vous répandiez la bonne nouvelle quand vous retournerez en Saskatchewan.

Le sénateur Steuart: Je vous répondrai dans un instant; vous me rendez malade.

Le sénateur Barootes: Déjà! Ce n'est pas tout.

Peut-être que, avec la rentrée du Parlement, il sera possible de réparer les dommages causés par le conflit grève-lockout à la Tête-des-lacs, lequel, je le répète, mine la crédibilité et la stabilité du Canada comme pays exportateur de grain, avant que nous ne perdions de précieux contrats. A midi aujourd'hui, nous avons signé un nouvel accord sur le blé avec la délégation russe. La nouvelle va sûrement faire plaisir aux gens de l'Ouest.

Je poursuis l'énumération des réalisations parlementaires qui ne sont pas pleinement reconnues par les médias ni, peut-être, par certains Canadiens.

9. L'AEIE, l'Agence d'examen de l'investissement étranger que l'on appelait communément l'Agence d'exclusion de l'investissement étranger, a été remplacée avantageusement par Investissement Canada.

10. La législation sur le divorce a été remaniée pour répondre aux exigences sociales, pour aider à effacer la regrettable attribution des torts et rééquilibrer la responsabilité financière entre les conjoints. Des propositions du Sénat ont été à juste titre incorporées aux lois.

11. Les dispositions discriminatoires de la Loi sur les Indiens ont été éliminées et un commencement d'autonomie a été rendu aux bandes indiennes. On a promis également, dans le discours du trône, une troisième conférence des premiers ministres pour débattre les questions constitutionnelles intéressant les autochtones.

12. Nous comptons maintenant sept femmes sous-ministres et les programmes d'action positive sur l'égalité des chances au gouvernement et au sein des entreprises faisant affaire avec l'État sont partis du bon pied. Le discours du trône promet plusieurs autres initiatives favorisant «l'avancement des femmes dans l'administration publique», l'établissement d'une politique concertée concernant les garderies, les relations familiales, les parents qui travaillent, les femmes battues et les enfants victimes d'agression;

13. Le gouvernement fédéral a permis à certains chefs de file d'acquérir une compétence exceptionnelle dans leur secteur respectif; c'est notamment le cas de M. Joe Clark aux Affaires extérieures. Tout le monde n'a que des éloges pour son travail

en tant que secrétaire aux Affaires extérieures qui n'ont jamais été entre d'aussi bonnes mains depuis les beaux jours de Lester B. Pearson. Songeons à Mike Wilson aux Finances, à Don Mazankowski et Marcel Masse, à Flora MacDonald, Barbara McDougall et à Pat Carney, à John Crosbie, à Ray Hnatyshyn et au sénateur Lowell Murray. Remarquez que trois de ces têtes d'affiche sont des femmes. C'est tout à l'honneur du premier ministre qui a reconnu leur valeur et leur a permis de donner la pleine mesure de leurs talents.

• (1600)

14. Au chapitre des affaires et des relations interprovinciales, on voit bien qu'un nouveau climat de coopération, de civilités et de respect entre gouvernements provinciaux et fédéral règne dans pratiquement tous les ministères. Malgré des sujets de saines oppositions et des positions fermement défendues, la politique d'affrontement et de malentendus a cédé la place aux franches discussions, au respect mutuel et à la concertation. C'est un grand soulagement pour tous les Canadiens.

15. C'est au premier ministre et au très honorable Joe Clark que revient l'honneur d'avoir considérablement amélioré nos relations internationales et nos rapports avec les États-Unis. Nous avons forcé le respect de tous les pays et, en particulier l'attention de nos voisins du Sud. La réussite triomphale d'Expo 86 nous a valu l'attention du monde et les capitaux étrangers, et a remis notre pays sur la carte du monde. Je me permets d'ajouter que le pavillon de la Saskatchewan a remporté un très vif succès qui a déjà attiré plus de 2 millions de visiteurs et dont on peut certainement être fier.

Bien que la libéralisation des échanges avec les États-Unis soit difficile à négocier, nous avons intérêt beaucoup plus qu'eux à ce qu'elle se fasse. Un pays de 25 millions d'habitants qui produit beaucoup plus qu'il ne consomme ne peut vivre dans l'isolement en vendant ses biens et ses services sur son propre marché intérieur. Nous vivons de nos exportations. Si nous étions exclus d'un marché de 250 millions de personnes situé si près de chez nous, ce serait le coup de mort pour notre économie et notre niveau de vie baisserait considérablement. De plus, le *statu quo* n'est ni garanti, ni possible. La prospérité actuelle du centre du Canada dépend de l'accord canado-américain de l'automobile, accord bilatéral qui peut être rompu par l'un ou l'autre parti à un an d'avis.

Compte tenu de la récente vague de protectionnisme aux États-Unis à la veille des élections et étant donné les menaces qui pèsent sur les exportations canadiennes d'acier, de bardeaux de bois d'œuvre, de porc, de bœuf, de potasse, d'uranium, de poisson et bientôt, je le crains, d'autres ressources naturelles, combien de temps croyez-vous que le préavis d'un an qui protège l'accord de l'automobile pourra-t-il résister? Nous devons absolument essayer de négocier un accord commercial qui satisfasse les deux parties comme le précise le discours du trône et faire dès maintenant les ajustements internes qui en découlent pour protéger notre niveau de vie et notre mode de vie pour l'avenir. J'ajoute que les provinces devraient éviter de nous faire perdre nos atouts pendant que les négociations sont en cours comme ce fut le cas récemment dans les négociations sur les services financiers.

Le discours du trône a aussi reconnu le fait que le pays exportateur que nous sommes entreprendra aussi des négocia-